

Convention collective départementale

IDCC : **1578** | **MÉTALLURGIE DE LA LOIRE ET DE L'ARRONDISSEMENT
D'YSSINGEAUX**
(19 février 1990)

(Bulletin officiel n° 1990-9 bis)

(Étendue par arrêté du 7 novembre 1990,

Journal officiel du 16 novembre 1990)

(Élargie par arrêté du 4 février 1992,

Journal officiel du 16 novembre 1992)

Avenant du 29 avril 2022

relatif à la modification de la durée du préavis et du délai de survivance
en cas de dénonciation totale ou partielle de la convention
(Loire-Yssingaux)

NOR : ASET2250731M

IDCC : 1578

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIMM LOIRE,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

SML CFE-CGC ;

USTM CGT ;

Symetal Alpes Loire CFDT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les partenaires sociaux de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingaux se sont réunis le 29 avril 2022 dans le cadre des échanges devant être menés dans les territoires relatifs à la négociation d'un éventuel accord autonome en cas de constat d'un commun accord de différences significatives pouvant exister entre le futur dispositif conventionnel national signé le 7 février 2022 et les dispositions de la convention collective territoriale de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingaux du 19 février 1990.

À l'occasion de cet échange et pour permettre dans les meilleures conditions de dialogue social le déploiement territorial de la future convention collective nationale, il est apparu nécessaire de réviser les dispositions de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingaux du 19 février 1990, relatives aux conditions de sa dénonciation.

La modification du délai de préavis de dénonciation de la convention collective, ainsi que du délai de survivance de cette convention après dénonciation a pour objectif d'offrir aux partenaires sociaux le temps nécessaire à la poursuite du dialogue social sur la transformation qu'implique le processus d'évolution du dispositif conventionnel et de sécuriser le régime conventionnel applicable aux salariés à partir du 1^{er} janvier 2024, date d'entrée en vigueur, de l'ensemble, des dispositions de la convention collective nationale de la métallurgie du 7 février 2022, notamment les dispositions de l'accord relatif à la prévoyance qui doivent entrer en vigueur au 1^{er} janvier 2023.

À l'issue de la réunion de négociation du 29 avril 2022, il a donc été convenu d'apporter les modifications suivantes à la convention collective :

Article 1^{er} | Objet

Le présent avenant a pour objet de modifier la durée du préavis et le délai de survivance des dispositions conventionnelles en cas de dénonciation totale ou partielle de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux du 17 février 1990.

Article 2 | Dénonciation

Le 1^{er} alinéa de l'article 2 « Durée. Dénonciation. Révision » ainsi rédigé : « La présente convention est conclue pour une durée indéterminée, sauf dénonciation par l'une des parties signataires, avec un préavis d'un mois » est modifié comme suit :

« La présente convention est conclue pour une durée indéterminée, sauf dénonciation par l'une des parties signataires, avec un préavis de trois mois. »

Le 3^e alinéa de l'article 2 « Durée. Dénonciation. Révision » ainsi rédigé : « En cas de dénonciation de la présente convention, celle-ci reste en vigueur jusqu'à l'application d'une nouvelle convention collective ou, à défaut, pendant une durée maximum de deux ans » est modifié comme suit :

« En cas de dénonciation de la présente convention, celle-ci continue de produire effet jusqu'à l'entrée en vigueur de la convention ou de l'accord qui lui est substitué ou, à défaut, pendant une durée d'un an, à compter de l'expiration du délai de préavis. »

Article 3 | Dispositions particulières

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent accord ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Les signataires du présent accord renoncent d'un commun accord aux dispositions de l'alinéa 6 de l'article 2 de la convention collective de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux du 19 février 1990 en ce qui concerne le respect du délai de 2 mois pour la demande de révision avec présentation d'un projet et du délai de 1 mois pour l'engagement des négociations. Cette renonciation des délais de révision n'est applicable que pour l'avenant en cause.

Article 4 | Durée et entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur le lendemain de son dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Article 5 | Dépôt et publicité

Le présent accord a été fait en nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du

travail, et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, D. 2231-2 et D. 2231-3 du même code, auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe du conseil de prud'hommes de Saint-Étienne.

Fait à Saint-Étienne, le 29 avril 2022.

(Suivent les signatures.)